



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. : GENERALE #20422
E/ECA/CM.13/21/Summary
30 mars 1987

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)
13 - 20 avril 1987

Point 8 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-deuxième session de la Commission/
treizième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)
23 - 27 avril 1987

Point 6 de l'ordre du jour provisoire**

PROBLEMES RENCONTRES DANS L'EXECUTION DU PROGRAMME DE LA DECENNIE
DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE L'AFRIQUE

Résumé

Handwritten signature and date 22/4/87

* E/ECA/TPCW.8/1.
** E/ECA/CM.13/1.

Le but principal du document est d'évaluer l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique afin de déterminer et de mettre en relief la nature et l'ampleur des difficultés rencontrées dans l'exécution du programme de la Décennie et de proposer les mesures à entreprendre aux niveaux national, sous-régional, régional et international en vue d'y remédier.

Le premier chapitre du document fait l'historique de la proclamation de la Décennie du développement industriel de l'Afrique. L'idée de proclamer les années 1980-1990 Décennie du développement industriel de l'Afrique était la réaction de la Conférence des ministres de la CEA à la nécessité de réduire la dépendance excessive de l'Afrique vis-à-vis des facteurs de production importés, de faire preuve d'un engagement politique plus ferme à l'égard de l'industrialisation de l'Afrique et de lui accorder une plus grande attention ainsi qu'un appui financier et technique plus important aux niveaux national, sous-régional et international. L'historique est suivi d'un résumé de la stratégie d'exécution. Y sont énumérés les activités à entreprendre et les objectifs à atteindre aux niveaux national, sous-régional, régional et international par les pays africains avec l'aide des institutions intergouvernementales africaines, des organisations internationales, de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI au cours de la phase préparatoire allant de 1982 à 1984 et de la phase d'exécution allant de 1985 à 1990. Au cours de la phase préparatoire, les plans nationaux devaient être formulés en fonction des objectifs de la Décennie et harmonisés au niveau national. La Décennie du développement industriel de l'Afrique devait être popularisée aux niveaux national, sous-régional, régional et international et des projets nationaux et sous-régionaux définis, évalués et élaborés; des plans de coopération industrielle et les besoins en matière de formation pour promouvoir l'esprit d'entreprise devaient être précisés et des mécanismes d'exécution mis en place avant la phase d'exécution (1985-1990).

Le deuxième chapitre du document énonce les objectifs de la Décennie dont la réalisation vise à promouvoir un développement économique intégré, autonome et auto-entretenu ainsi que le progrès social au niveau national, sous-régional et régional afin de satisfaire les besoins fondamentaux et autres des populations africaines. Ces objectifs sont : la réalisation en Afrique de 1 p. 100, 1,4 p. 100 et 2 p. 100 de la production industrielle mondiale respectivement en 1985, en 1990 (fin de la Décennie) et en l'an 2000; la mise en place d'une base solide susceptible de promouvoir un développement progressif des industries de base telles que les industries métallurgiques, chimiques, mécaniques, textiles, forestières, alimentaires et les agro-industries, les industries de construction et les industries électriques, la production d'outils, d'instruments et de machines agricoles ainsi que de facteurs de production agricoles tels que les engrais et les pesticides, de matériaux de construction, de produits intermédiaires et de biens d'équipement.

Le troisième chapitre porte sur l'évaluation de l'état actuel du développement industriel et de l'exécution du programme de la Décennie. La nature et l'ampleur des difficultés rencontrées sont déterminées et mises en relief. En raison des conditions climatiques défavorables, du caractère insuffisant et inapproprié de l'investissement de ressources ainsi que de la dépendance excessive vis-à-vis des facteurs de production importés, les sous-régions de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe ont enregistré des taux de

croissance faibles au cours de la période 1982-1984. L'objectif de 1 p. 100 de la production du secteur manufacturé en Afrique en 1985 n'a donc pas été atteint, le taux de croissance annuel de l'industrie manufacturière n'étant que d'environ 1 p. 100 au cours de cette période.

Malgré ces difficultés, des activités liées à l'exécution du programme de la Décennie ont été entreprises par les pays africains avec l'appui des organisations intergouvernementales, de la communauté internationale et des secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI. Ces activités ont porté notamment sur l'identification et l'élaboration de projets industriels nationaux et sous-régionaux. Par exemple, un accord est intervenu sur 35 projets industriels multinationaux de base et sur 7 projets d'appui en Afrique de l'Ouest, 18 projets de base et 9 projets d'appui en Afrique de l'Est et en Afrique australe, 24 projets de base et 13 projets d'appui en Afrique du Centre et 19 projets de base et 8 projets d'appui en Afrique du Nord.

Les projets retenus portent sur le développement de l'alimentation et de l'agriculture, y compris la fourniture de facteurs de production tels que les engrais, les pesticides, les outils et équipements agricoles, le matériel de transport, de transformation et de stockage des produits agricoles et alimentaires ainsi que du matériel de production et de transmission de l'énergie électrique. Au nombre des organisations intergouvernementales sous-régionales et régionales qui ont été particulièrement actives, il convient de mentionner la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe, la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), la Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP), la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), l'Union douanière et économique des Etats de l'Afrique centrale (UDEAC), la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), l'Union du fleuve Mano, le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques et l'Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN). La CEA, l'OUA et l'ONUDI ont également apporté une assistance technique aux Etats membres, et aux Organisations intergouvernementales.

Les principaux obstacles rencontrés dans l'exécution du programme de la Décennie étaient notamment les lacunes de politiques individuelles qui ont continué à mettre l'accent sur la substitution aux importations et la dépendance vis-à-vis du traitement préalable des matières premières pour l'exportation, les difficultés à parvenir à un accord sur les projets multinationaux et l'insuffisance de l'appui extérieur à la Décennie du développement industriel de l'Afrique.

Dans le chapitre IV certaines mesures dont l'adoption permettrait d'accélérer l'exécution du programme de la Décennie ont été définies. Il s'agit notamment de l'engagement renouvelé d'exécuter le programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique grâce à une réorientation des politiques et programmes industriels, à un appui accru aux programmes d'intégration économique sous-régionaux et régionaux relatifs aux activités du développement industriel multinational, à un renversement de la tendance actuelle en matière de flux de ressources à l'Afrique et à l'octroi de ressources suffisantes pour soutenir les activités du programme.